

27 mai 2020

OFFRE PATRONALE DU CONSEIL DU TRÉSOR : ON EST LOIN D'UNE ENTENTE DE PRINCIPLE

Dans le cadre des négociations qui ont cours pour le renouvellement des conventions collectives, vous avez peut-être pris connaissance de la récente proposition faite par le gouvernement aux enseignantes et enseignants. En effet, de manière totalement inédite, le président du Conseil du trésor, Christian Dubé, a publié, le 26 mai dernier, **ses offres aux travailleuses et travailleurs de l'État sur son site**, en plus de faire une tournée médiatique pour expliquer les grandes lignes de ce qui était mis au jeu. C'est hautement discutable pour un gouvernement qui disait ne pas vouloir négocier sur la place publique.



Le gouvernement présente cette offre comme un projet d'entente de principe. Soyons clairs : **non, ce n'en est pas une**. Loin de là! D'ailleurs, sans élaborer sur l'ensemble des offres qui sont au jeu, les équipes de négociation de la FSE-CSQ et de l'APEQ ont immédiatement fait connaître leur grande déception aux négociateurs patronaux quant au contenu de la proposition, notamment au chapitre de la tâche et de la composition de la classe.

Ce document est une position de négociation du gouvernement de la CAQ, sans plus. Le gouvernement diffuse même des informations qu'il sait erronées, par exemple en lien avec le salaire des « enseignantes et enseignants émérites », concept qui semble d'ailleurs être une idée fixe du gouvernement. Ainsi, s'il propose d'augmenter leur salaire de 5 %, il omet de préciser que ce statut d'enseignant émérite ne pourrait jamais dépasser 50 % de la tâche de celles et ceux qui en bénéficieront. Cela représente donc une augmentation de 5 % sur un maximum de la moitié de la tâche, et ce, pour environ 400 enseignantes et enseignants ETC, soit quelque 800 enseignants. Autrement dit, il s'agirait d'une augmentation de 2,5 % pour quelques-uns des plus expérimentés, du moins, c'est ce qui nous a été clairement expliqué à la table de négociation à ce jour.

Parce que la FSE-CSQ et l'APEQ ont un grand souci d'associer démocratiquement leurs membres à la négociation, elles retourneront parler aux enseignantes et enseignants en début de semaine prochaine pour faire le point, selon les modalités déterminées par les syndicats locaux et les technologies en place, considérant le contexte de pandémie.

Malgré ses appels insistants à négocier, le gouvernement n'a presque rien proposé pour améliorer le quotidien des profs. Pourtant, leurs besoins criants qui existaient avant la pandémie ne disparaîtront pas après, bien au contraire. Ce n'est pas une opération de relations publiques qui va améliorer la situation dans les salles de classe. Ce que les profs veulent, c'est un signal clair en faveur de l'éducation. Et nous travaillons pour l'obtenir.